

LES CONTOURS GEOPOLITIQUES DES QUESTIONS DE SECURITE ENERGETIQUE ET LES RECONFIGURATIONS GEOSTRATEGIQUES

المعالم الجيوسياسية لقضايا أمن الطاقة وإعادة ترتيبات الجيوستراتيجية

GEOPOLITICAL CONTOURS OF ENERGY SECURITY ISSUES AND GEOSTRATEGIC RECONFIGURATIONS

Allaoua Ouichene^(*)

Résumé:

Bien que le contexte de la guerre froide d'hier et la géographie politique actuelle des hydrocarbures au Moyen-Orient, les données géopolitiques du monde de l'après-guerre froide ont complètement bouleversé la logique des rapports de force dans les zones de conflits avec une *régionalisation* rampante des conflits et des guerres par procuration d'un nouveau type. Les administrations américaines successives se sont toujours fixées deux objectifs – « maîtriser les ressources énergétiques et exercer un contrôle total sur la planète » sans omettre le soutien multiforme et inconditionnel à Israël, le garant des intérêts américains dans la région du Moyen-Orient. « *cette évolution entraîne une militarisation systématique des conflits, donc « Pour quelles raisons, la sécurité énergétique occupe-t-elle aujourd'hui une place essentielle sur la scène internationale ?*

Mots clés: *hydrocarbures fossiles sécurité énergétique, Géostratégie- Géopolitique- conflits approvisionnements énergétiques*

Abstract:

Although the context of the cold war of yesterday and the current political geography of hydrocarbons in the Middle East, the geopolitical data of the post-Cold War world have completely upset the logic of the balance of power in areas of conflict with a creeping regionalization of conflicts and a new kind of wars. Successive American administrations have always set themselves two objectives - "to master energy resources and exercise total control over the planet" without forgetting the multifaceted and unconditional support for Israel, the guarantor of American interests in the Middle East region. "This development leads to a systematic militarization of conflicts, so" For what reasons does energy security occupy an essential place on the international stage today?

^(*) Maître de conférences « A », Faculté des Sciences Politiques et Relations Internationales, Université d'Alger3

Introduction :

La notion de sécurité énergétique intéresse aussi bien les appareils d'Etat, les grandes *Majors* pétrolières et gazières que les experts et autres académiciens du secteur des énergies primaires comme ceux qui défendent, haut et fort, le développement des potentiels de croissance économique par l'utilisation à outrance des énergies renouvelables.⁽¹⁾

La sécurité énergétique occupe une place très importante. Produire l'énergie en quantité et qualité suffisante pose un défi mondial qui entraîne un énorme investissement. Avec la sécurisation des approvisionnements énergétiques, qui reste d'une actualité prégnante dans les débats inhérents aux flux mondiaux d'énergie, la stratégie militaire s'invite dans le débat pour ce qui concerne les questions de sécurité énergétique.

Les théoriciens de l'Ecole de Copenhague s'y sont attardés longuement en développant l'approche *stato-centrée* des questions ouvertes de sécurité en s'introduisant dans des domaines non militaires, laissés, jusque-là en jachère par les tenants de la pensée classico-réaliste des temps de la guerre froide (Hans Morgenthau et Raymond Aron).

Il est vrai qu'entre le contexte de guerre froide d'hier et la géographie politique actuelle des hydrocarbures au Moyen-Orient, les données géopolitiques du monde de l'après-guerre froide ont complètement bouleversé la logique des rapports de force dans les zones de conflits avec une *régionalisation* rampante des conflits et des guerres par procuration d'un nouveau type.

Pour Sami Naïr⁽²⁾ « *cette évolution entraîne une militarisation systématique des conflits* » usant à souhait pour les Etats-Unis, tantôt de

FILE ISSUE :

**GLOBAL
ENERGY
SECURITY**

⁽¹⁾ Tourel, (Philippe), « La nouvelle bataille des hydrocarbures », in **AFRIQUE-ASIE**, Juillet-Août 2013, Numéro double, p.51, « *D'ici vingt ans, 30% à 40% des besoins en électricité seront couverts par les énergies renouvelables.* »

⁽²⁾ - Naïr (Sami), « Crise mondiale autour de l'Irak, **LE MONDE SELON WASHINGTON** », in LE MONDE DIPLOMATIQUE, Avril 2003, 9977, pages 14 et 15

la voie multilatérale de résolution pacifique des conflits, tant de la voie unilatérale, l'usage de la force au mépris et en flagrante contradiction avec le droit international.

A cette orientation belliciste de l'ordre américain du monde, s'y ajoute une caution idéologique sur fond de guerres religieuses, présentes et à venir, tout au long de lignes de fractures civilisationnelles ou types de *stratégies d'hégémonies*⁽³⁾, vieilles de 1300 ans, constitutives d'autant de *lignes de front*.

1- Des projections géostratégiques : Inquiétudes et questionnements.

Dans la foulée de sa démonstration, et encore plus avec le président Donald Trump, les administrations américaines successives se sont toujours fixées deux objectifs – « maîtriser les ressources énergétiques et exercer un contrôle total sur la planète » sans omettre le soutien multiforme et inconditionnel à Israël, le garant des intérêts américains dans la région du Moyen-Orient.

Avec les Néoconservateurs américains et la rhétorique belliqueuse propre à l'Administration du président Donald Trump, est mise à l'épreuve, toujours testée, sur l'ensemble des théâtres d'opérations de la planète, la thèse dite du "Choc des civilisations."

Et pourtant, les défis de la sécurité énergétique sont aussi nombreux que variés : *Demande croissante, capacités de production insuffisantes, dépendance accrue vis-à-vis des importations en hydrocarbures fossiles ; une équation, qui ne peut se résoudre, pour les pays consommateurs, que par la sécurisation des approvisionnements énergétiques.*

A la question posée par Sylvie Labesle à Jean Jacques Mosconi⁽⁴⁾, Directeur **Stratégie** du groupe pétrolier français de renommée

⁽³⁾ – Ibid, P.15

⁽⁴⁾ LES ACTES DU COLLOQUE – *Monde arabe et Occident : Choc des civilisations ou stratégies d'hégémonie ?* – 2 novembre 2008, Hôtel Hilton, Pins-Maritimes – 13^{ème} Salon International du Livre d'Alger, (SILA), Editions ANEP.

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

mondiale, **TOTAL**, à savoir, « *Pour quelles raisons, la sécurité énergétique occupe-t-elle aujourd'hui une place essentielle sur la scène internationale ?*

La réponse donnée par le Directeur de Stratégie de **TOTAL** (qui découvre chaque année entre 800 millions et 1,2 milliards de barils de brut⁽⁵⁾) et l'éclairage qui lui est adjacent sur les questions connexes de sécurité énergétique, tombe sous le sens et mérite d'être rapportée dans l'intégralité de ses éléments démonstratifs. Et de poursuivre :

« Depuis 2000, la croissance économique, liée au décollage de pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, a entraîné une forte hausse de la demande énergétique. Les besoins en pétrole et en gaz ont progressé respectivement de 1,5% et 2,5% par an. L'année 2004 marque une étape dans cette tendance ...

...la consommation pétrolière a augmenté de 4% par rapport à 2003, soit plus de trois millions de barils par jour (Mbj), dont un million pour la seule Chine. La hausse de la consommation pétrolière a encore dépassé 7% en 2006 dans ce pays, qui importe désormais plus de 50% de ses besoins ...

...Sur le plan mondial, l'offre énergétique a donc bien du mal, depuis 2003, à répondre à l'accélération de la demande. Aux Etats-Unis, elle poursuit sa croissance et dépasse désormais 20 Mbj de pétrole, alors que la production domestique, en déclin, est à peine supérieure à 6 Mbj. Compte tenu de l'épuisement progressif des ressources en hydrocarbures de la mer du Nord, l'Europe est de plus en plus dépendante des bruts importés de Russie et du Moyen-Orient, alors que sa demande est stable. Soutenus par la demande d'électricité, les besoins en gaz croissent également. En revanche, le charbon est un cas particulier, car sa disponibilité et ses réserves restent très importantes, aux Etats-Unis notamment. Dans ce contexte de besoins, tous les pays

(5) - **ENERGIES**, n°12, Automne 2007, p.12-15.

consommateurs, industrialisés ou en développement, s'efforcent de sécuriser leurs approvisionnements énergétiques. »⁽⁶⁾

C'est ce défi (la sécurité des approvisionnements énergétiques occidentaux que menace le géant russe des hydrocarbures, à savoir GAZPROM) que doit notamment relever l'Union européenne, à l'ombre de la crise ukrainienne et de l'annexion sous-jacente de la Crimée par Moscou, et des rapports tendus entre la Russie du président Vladimir Poutine et l'Ukraine du président Petro Porochenko.

Et Jean Jacques Mosconi⁽⁷⁾, directeur de "Stratégie" du groupe **Total** de préciser que :

« La politique de sécurisation des approvisionnements de l'Union européenne est indissociable de la maîtrise de la demande, qui exige des économies d'énergie, outre le recours aux énergies alternatives. Il s'agit d'un sujet très sensible, les véhicules automobiles étant aujourd'hui, pour la plupart, équipés en série d'appareils de climatisation qui accroissent la dépense d'énergie de 15%, et en conséquence les émissions de CO2. Mais qui est prêt, actuellement, à se passer de la climatisation en voiture ? »

Avec la sécurisation des approvisionnements énergétiques, qui reste d'une actualité prégnante dans les débats inhérents aux flux mondiaux d'énergie, la stratégie militaire s'invite dans le débat pour ce qui concerne les questions de sécurité énergétique. La sécurité énergétique s'inscrit dans le top constamment actualisé des agendas sécuritaires des chancelleries étrangères et des états-majors des armées qui leur sont rattachés.

Les armées occidentales, et à leur tête, celles des Etats-Unis ont accentué le pré-positionnement de leurs forces aéronavales et développé une impressionnante panoplie de dispositifs géostratégiques de toute nature, (aériens, satellitaires, d'observation et de communication, d'espionnage informatique à outrance et de pillage des données personnelles dans le monde, *via Facebook*, à même de réduire

⁽⁶⁾ - **ENERGIES**, n°12, p.16.

⁽⁷⁾ **ibid.**, p.14.

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

efficacement les menaces tendanciennes pesant sur la sécurité des approvisionnements énergétiques.

Dans « STRATEGIE MILITAIRE : *Comment les Etats-Unis font face aux nouvelles menaces ?* », Hubert Loiseleur des Longchamps⁽⁸⁾ ‘‘Directeur des relations internationales du groupe **TOTAL**’’ explique que « *la récente augmentation des prix du pétrole a mis en lumière la vulnérabilité des pays consommateurs. Les Etats-Unis ont déployé des moyens considérables pour assurer la sécurité énergétique tout au long de la chaîne d’approvisionnement, de la tête de puits au consommateur final.* »

Face aux risques de violence politique ou terroriste dans le monde, Jean Jacques Mosconi⁽⁹⁾ estime que la sûreté, qui est une des applications plurielles de la sécurité énergétique, est une modalité fonctionnelle des conditions de travail dans tous les sites de prospection et de production d’hydrocarbures, des bases-vie pétrolières, des oléoducs et gazoducs, des voies d’acheminement des hydrocarbures gazeux et liquides par voie terrestre (routière et ferroviaire), et/ou maritimes *via* les détroits stratégiques des océans et des mers du monde entier.

Il s’agit aussi de veiller quotidiennement à la protection des biens et des personnes « *Le défi est important pour un groupe de 95 000 personnes opérant au niveau mondial, disposant de 400 sites industriels classés Seven 2 (ou norme équivalente) et de 30 000 kilomètres de pipelines. Nous faisons le maximum pour alléger la pression qui pèse sur nos collaborateurs dans certains pays comme le Nigeria*⁽¹⁰⁾. »

Par contre, en Algérie, il s’agit de l’ensemble des dispositifs réglementaires qui régissent les activités de sûreté interne d’établissement (**SIE**) dans les ministères et les entreprises du secteur public qui leur sont rattachées, à l’exemple de Sonatrach et de Sonelgaz.

⁽⁸⁾ *Ibid.* op.cit., p.15.

⁽⁹⁾ **ENERGIES**, n°12, op.cit., *Propos recueillis par Sylvie Labesle*, p.19.

⁽¹⁰⁾ - F.Debrouwer – Aspirant F.N.R., Université catholique du Louvain, « *La notion de sécurité énergétique. Apports et limites de l’Ecole de Copenhague* ».

Ou à l'inverse, à l'image des entreprises du secteur privé qui obéissent au décret législatif n°93-16 du 04 décembre 1993 fixant les conditions d'exercice d'activités de gardiennage et de transport de fonds et produits sensibles, notamment son article 05 et du décret exécutif N°94-65 du 19 mars 1994, complété, déterminant les modalités de délivrance de l'autorisation d'exercice et de dotation en armes des sociétés de gardiennage et de transport de fonds et produits sensibles et précisant certaines conditions techniques d'exercice, notamment ses articles 2 et 3, et les textes pris pour son application.

2– *La notion de sécurité énergétique : l'apport de l'Ecole de Copenhague*

Dans sa contribution étymologique à la notion de sécurité énergétique, relativement au rôle joué par l'Ecole de Francfort (Barry Buzan, Dillon, Waever et Williams), l'auteure Florence Debrouwer⁽¹¹⁾, tout en citant Ceyhan Ayse⁽¹²⁾, fait état des difficultés à rendre compte *théoriquement* de la notion de sécurité énergétique.

Il s'agit, en l'espèce, d'en saisir d'en saisir les éléments sous-jacents dans le but de la faire passer du stade de simple notion à celui de concept opérationnel appréhendable comme *sens et moyen de la puissance*.

En effet, F. Debrouwer relève, non sans raison, que la notion de sécurité énergétique ne possède pas les mêmes significations colportées, ici et là, selon que l'on soit expert, hommes politiques ou capitaines d'industrie, voire simple profane.

Et pour cause, donner du relief théorique à cette notion de sécurité énergétique convient à dire comme le souligne assez bien, le philosophe Michel Foucault⁽¹³⁾ qu'il y a lieu de *discriminer pour savoir*.

⁽¹¹⁾ - F. Debrouwer – « *La notion de sécurité énergétique. Apports et limites de l'Ecole de Copenhague* » *OP-CIT*.

⁽¹²⁾ - Ceyhan (Ayse), « Analyser la sécurité », Dillon, Waever, Williams et les autres dans *Cultures et conflits*, **Sociologie politique de l'international**, n°31, p.3.

⁽¹³⁾ Foucault (M), Les mots et les choses, éditions TEL Gallimard, Paris, 1966, « *puisque connaître, c'est discerner* », p.69

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

Toute la question est de savoir si la notion de sécurité énergétique n'est pas une notion *fourre-tout*⁽¹⁴⁾? En effet, qu'y a-t-il de commun, en termes de projets de sécurité énergétique et des outils qui s'y rattachent, entre les pays producteurs de pétrole (OPEP), le club des trusts d'hydrocarbures, les pays consommateurs d'énergies primaires dans le monde, Etats puissants et faibles, développés et sous-développés ?

Mais avant d'aborder la question problématique des divergences d'intérêts et de vue entre les différents acteurs en présence relativement aux questions programmatiques de sécurité énergétique dans le monde, il est utile d'établir le rappel théorique des différentes thèses en présence, d'une approche plus "sociologique", forcément restreinte, à un cadre plus élargi, celui de Barry Buzan, *le précurseur*⁽¹⁵⁾, en rapport avec l'approche sécuritaire étendue et typique de l'Ecole de Copenhague.

L'énergie fait tourner le monde ! La logique du vivant est impensable sans énergie. Toute vie sur, sous et au-dessus de notre astre terrestre, quelles que soient les formes qu'elle prend : bactérienne, végétale et florale, animale et humaine, ne peut se passer de l'énergie solaire et des énergies fossiles, et plus largement des énergies renouvelables, dans tous leurs éléments intrinsèques tels que l'hydrogène (H), l'hélium, l'eau (H₂O) - comme élément essentiel à toutes les matières vivantes sur la planète Terre -, l'oxygène (O). Et le CO₂ qui permet aux plantes et autres végétaux de le capturer et de restituer de l'oxygène indispensable aux vivants grâce à la photosynthèse facilitée par la lumière du soleil ...

Le professeur d'université Salhi Essaïd⁽¹⁶⁾, dans son éminente contribution au quotidien national *EL WATAN*, souligne que :

⁽¹⁴⁾ F. Debrouwer, *op.cit.*, p.1.

⁽¹⁵⁾ Barbara Delcourt, in Théories de la sécurité, *Notes provisoires*, POLI401 – *Obligatoire en 2^{ème} cycle en sciences politiques, orientation relations internationales*, année académique 2006-2007.

⁽¹⁶⁾ Essaïd (Salhi), « Réflexions scientifiques et stratégiques sur l'énergie solaire » in *EL WATAN*, n°7359, dimanche 21 décembre 2014, p.22.

« La croissance démographique dans les années à venir et l'augmentation du nombre d'appareils électriques dans les foyers et les moyens de transport particuliers et collectifs basés sur des moteurs électriques (voitures, trains, tramways, etc.), se traduiront par une augmentation de la production mondiale d'électricité. Ainsi, il est important de noter qu'une seule source de production d'électricité n'est pas envisageable, et qu'il sera indispensable de s'orienter vers de nombreuses technologies pour répondre à la demande... »

... Les problèmes de l'énergie ne peuvent laisser indifférents les scientifiques et même le citoyen désireux de s'informer sur le thème récurrent des énergies renouvelables. C'est dans ce contexte que j'apporte une contribution sur l'aspect scientifique et stratégique de l'énergie solaire. Suite à la complexité technologique et le degré de maturité scientifique, l'énergie solaire présente effectivement ses limites que nous mettons en évidence. Les deux grandes familles d'utilisation de l'énergie solaire sont l'énergie photovoltaïque et l'énergie solaire thermique... »

Tout est énergie et matière. Energie entendue, d'abord comme force en action, et ensuite, en tant que vecteurs énergétiques pris comme formes intermédiaires d'énergie (électricité, hydrogène, essence). Il n'y a que de l'énergie et rien que de l'énergie pour faciliter, en l'espèce, la naissance du biologique, accompagner son développement pérenne, et par extension, accroître sa résilience aux menaces attentatoires à son propre système immunitaire qu'engendre le renouvellement génétique au regard de la dynamique physique et chimique du *couple générateur-régénérateur*.

A la base, réside et se maintient toute doxologie énergétique à la source même des problématiques récurrentes en relations internationales. D'où l'intérêt de se pencher sur l'étude des questions de sécurité nationale - qui constitue le cœur battant des relations internationales - à partir du prisme analytique des processus de sécurisation du champ énergétique mondial.

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

Tant il est vrai que la définition de ce champ énergétique mondial ne peut s'inscrire indéfiniment dans une perspective linéaire unidimensionnelle.

Peut-on alors parler de "linéarités géostratégiques", - au sens de la traçabilité d'un point géographique A à un point géographique B - lorsqu'une géopolitique des hydrocarbures, volatile par définition (l'analyse des cotations boursières du brut sur les grandes places boursières est très significative des approches aléatoires en la matière) astreint "l'Empire" et ses alliés à ordonner *stratégiquement* la mise en œuvre *dialectisée au regard des logiques de rapports de forces*, de dispositifs opérationnels et tactiques, soit dans une région considérée, ou bien leur extension à l'ensemble de la planète.

L'approche critique des questions de sécurité énergétique

D'autant que les questions de sécurisation du champ énergétique mondial ont été étendues à des domaines non militaires par l'Ecole de Copenhague, à travers leur ouvrage fondamental publié en 1983 par Barry Buzan⁽¹⁷⁾.

Pour l'Ecole de Copenhague, il y a lieu d'entendre par *Securization* l'extension du champ des questions de sécurité à des domaines non militaires. Dans ce cas d'espèce pertinent, il faut alors s'attacher également à la vastitude des questions de sécurité énergétique.

Selon l'Ecole de Copenhague, les questions de sécurité, en général, sont adossées solidement à trois concepts-clés, à savoir, l'existence de complexes de sécurité, la sectorisation de la sécurité et le processus de sécurisation.

Relativement à notre problématique non réductible, posée **Supra**, à celle de Florence Debrouwer, bien que pertinente, qu'elle développe clairement dans sa contribution critique à la « *Notion de sécurité*

⁽¹⁷⁾ - BUZAN (Barry), *People, States and Fear: National Security Problems in International Security*, London, 1983.

énergétique. Apports et limites des travaux de l'Ecole de Copenhague ». ⁽¹⁸⁾

Qu'apporte donc, de nouveau, à la compréhension du concept de sécurité énergétique, l'étude de la sectorisation de la sécurité et celle des processus de sécurisation qui lui sont intrinsèquement liés ?

La compréhension du concept de sécurité énergétique n'est pas une totalité énergétique au sens linéaire de la formule et n'a pas vocation à être une sorte de prêt-à-porter mental. *A fortiori*, elle n'entraîne pas d'effets mécaniques à même de servir de faire-valoir à toutes les options énergétiques.

En effet, que l'on soit d'Europe et d'Amérique, du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'Asie, à la base de dynamiques économiques de croissance ou, *a contrario*, à la source d'économies rentières et de prédation, ce sont les enjeux locaux et régionaux, *géopolitiques*, par essence, de sécurité énergétique qui déterminent le contenu et les contours de celle-ci, et non l'inverse.

A la sécurité énergétique, sont étroitement liés trois types de problèmes de sécurité ⁽¹⁹⁾:

- 1) Toutes les préoccupations de sécurité liées aux approvisionnements énergétiques. Il s'agit, en l'espèce, de réduire aussi longtemps que possible « *les marges de dépendance vis-à-vis de l'extérieur. La stabilité des prix et le rendement économique sont analysés comme variables dépendantes de la sécurité d'approvisionnement.* » ⁽²⁰⁾
- 2) Le deuxième type de problèmes a trait aux questions de sécurité environnementale, à la protection de l'atmosphère et de la

⁽¹⁸⁾ Debrouwer (Florence), *La notion de sécurité énergétique. Apports et limites de l'Ecole de Copenhague*, *op.cit.*

⁽¹⁹⁾ DELCOURT (Barbara), *Théories de la sécurité*, *op.cit.*, p.59, « *Dans la pratique, les problèmes de sécurité sont ceux qui menacent la souveraineté et l'indépendance d'un Etat, de manière particulièrement rapide et dramatique, par rapport auxquels, les moyens normaux ne peuvent suffire. D'où la nécessité pour l'Etat de revendiquer un droit spécial, qui sera, en dernière instance, défini par l'Etat lui-même et ses élites.* »

⁽²⁰⁾ - DEBROUWER (Florence), *op.cit.*

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

biodiversité, à la préservation des biotopes, à la lutte contre le changement climatique. La pollution émanant de la consommation d'énergie, de ses conditions d'exploitation, de production, de transformation et de transport touchent étroitement au domaine intrinsèque de la sécurité environnementale... Sont donc interrogées les préoccupations de protection de l'environnement comme les émissions de gaz à effet de serre, les normes de sécurité et leurs seuils de pertinence préventive à appliquer aux programmes nucléaires civils ainsi que la mise en exergue écologique des gigantesques programmes hydroélectriques, d'aujourd'hui et de demain.

Quant au troisième type de problèmes de sécurité, dont la sécurité énergétique en est le prédicat, ajoutons la nécessité de mettre en œuvre des programmes d'efficacité énergétique, en rapport avec le précepte cher à la Commission européenne, notamment son LIVRE VERT.⁽²¹⁾

In fine, la sécurité énergétique s'attache, donc, à la sécurité des approvisionnements et à la protection de l'environnement sans omettre le principe cardinal de l'efficacité énergétique. Pour Belkacem Meziane⁽²²⁾ (Ingénieur polytechnicien de son état) affirme non sans raison que :

« Le Fonds national pour la maîtrise de l'énergie » institué depuis l'année 2000, le Fonds national pour les énergies renouvelables et la cogénération, le Programme national de développement des énergies renouvelables (2015-2030) et toute la batterie de dispositifs législatifs et réglementaires institués et mis en branle ne serviront qu'à garnir nos flamboyantes bibliothèques ou à défaut être mis au devant de la scène lors des grands rendez-vous planétaires, type COP 21... L'Algérie a été de la partie et a toujours ratifiée les textes qui en sont

⁽²¹⁾ - **LIVRE VERT** sur l'Efficacité énergétique ou 'Comment consommer mieux avec moins', Bruxelles, Commission européenne, le 22 juin 2005, (Com 2005 - 265 final du 22 juin 2005).

⁽²²⁾ BELKACEM (Meziane), 'L'Algérie a-t-elle une politique énergétique ?' in **EL**

WATAN, Dimanche 27 mai 2018, n°8415, p.17.

sortis. L'utilisation de l'énergie solaire dans notre pays doit être démocratisée. Les médias lourds du pays doivent être mis à contribution pour que cette forme d'énergie soit une réalité pour nos concitoyens sur tout le territoire national... Chaque KWH puisé des rayons solaires qui nous descendent gracieusement et généreusement du ciel est équivalent à quelques milliards de m³ de gaz économisés pour les générations futures et à quelques milliers de dollars versés dans notre tirelire nationale. »

Un questionnement incitatif, économe et écologique : « *Comment consommer mieux avec moins ?* » Les tenants de l'efficacité énergétique sont profondément réfractaires à l'augmentation des prix des matières premières généralement importées par les pays européens et asiatiques et réagissent, *a contrario*, par la mise en œuvre de programmes d'énergies alternatives propres et renouvelables à profusion.

Face au stress énergétique, les collectivités locales algériennes⁽²³⁾, par extension, les territoires, en principe, lieux théoriques de distribution démocratique du pouvoir décentralisé et libéré du pouvoir jacobin, legs de la colonisation française, peinent à mobiliser les ressources financières à l'effet de solder de lourdes factures de dépenses d'électricité et de gaz, marquées du sceau de la gabegie et du gaspillage. Ce sont des signes de mauvaise gestion lancés à l'endroit de la population, s'inscrivant en droite ligne d'un pays mal géré. La mauvaise gouvernance en est la marque distinctive par excellence.

Sous le thème récurrent d'une rencontre organisée conjointement par les ministères de l'intérieur et des collectivités locales et de l'énergie, "Les collectivités locales au cœur de la transition énergétique : opportunités et défis", le quotidien national, *EL WATAN*, en couvrant l'événement, rapporte que l'éclairage des communes coûte excessivement cher aux communes, qui y laissent 80% de leurs budgets.

⁽²³⁾ - M.A.O., « Facture énergétique exorbitante des collectivités locales – Le gouvernement en quête d'une solution durable – in *EL WATAN*, Dimanche 3 juin 2018, n°8421, p.3.

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

Pour y faire face, les communes proposent de remplacer graduellement les lampes classiques par des lampes LED, moins énergétivores. A l'échelle de 31 communes, est programmé le remplacement de 60% des lampes classiques par des lampes LED qui « *permettra de réduire le coût annuel de l'éclairage public de 8,4 milliards de dinars actuellement à 5,6 milliards...de développer l'utilisation de l'énergie solaire au niveau des communes, notamment en ce qui concerne l'éclairage public et l'alimentation électrique des structures publiques comme les écoles, les mosquées et autres établissements de l'Etat...*

...Une instruction a été adressée, au cours de cette année, aux 14 wilayas côtières pour l'utilisation, durant la saison estivale, des panneaux photovoltaïques pour l'éclairage, notamment des parkings, des plages, des espaces balnéaires et autres espaces de détente ».

Face aux questions pratiques et récurrentes de sécurité énergétique, que peut faire l'Algérie, afin d'établir, ne serait-ce qu'à un niveau théorique, le canevas des réponses idoines à opposer à la typologie des menaces tant internes qu'externes risquant de mettre à mal ses atouts énergétiques ?

Avant d'y répondre, il y a lieu d'élaborer l'état des lieux de notre problématique citée Supra en se penchant sur les travaux de Barry Buzan, Weaver et de Wilde, notamment, leur livre-phare, '*Security. A new Framework for Analysis*⁽²⁴⁾' qui jette les fondements des processus, à l'œuvre actuellement, de sécurisation et de sectorisation de la sécurité dans le monde de l'énergie.

A – Le processus de sécurisation à travers le prisme analytique de l'Ecole de Copenhague

L'Ecole de Copenhague⁽²⁵⁾ donne la définition suivante du concept de sécurité : « *Une action politique justifiée par l'existence d'une menace,*

⁽²⁴⁾ - BUZAN (Barry), Weaver (Ole), et de Wilde, (Jaap), *A new Framework for Analysis*, Londres, Rienner, 1998, 239 pages.

⁽²⁵⁾ - DEBROUWER (Florence), *La notion de sécurité énergétique. Apports et limites de l'Ecole de Copenhague*, *op.cit.*

dérogeant aux procédures routinières, par laquelle est accrue la priorité accordée à la politique donnée. Elle doit donc être considérée comme une forme de la politisation... Elle est aussi un moyen de libération à l'égard du danger (Michaël Dillon)⁽²⁶⁾ ...Un moyen de le contraindre, de le limiter. »

En tout état de cause, est-ce la sécurité, comme enjeu et moyen ou comme fin et moyen, qui précède le problème en lui donnant une réponse adaptée, à la mesure des défis qui se posent à elle ? Ou inversement, c'est le problème, préexistant, en lui-même, qui donne les codes de la solution voulue ?

Pour Weaver, la sécurité est une question self-référentielle, et pour Wolfer, « *La sécurité s'impose comme un sentiment, une perception et une volonté* »⁽²⁷⁾

Weaver pense que le processus de sécurisation doit être compris et partagé par l'ensemble du corps social partant de l'idée qu'il découle du produit immanent d'une dynamique sociale et politique (*le fruit des élites au pouvoir*), intersubjective et socialement construite.⁽²⁸⁾

Florence Debrouwer^(*) estime :

« Aucune question, aucune matière n'est enjeu de sécurité en soi. Aucun auteur ne peut lui attribuer, d'autorité, cette signification. Mais l'acceptation et l'intégration par l'ensemble de la communauté de l'existence d'une menace présentée par un acteur en position de pouvoir, et influent en matière de sécurité, permettra l'aboutissement du processus de sécurisation »⁽²⁹⁾ ... en l'étendant à des domaines non militaires par essence, en l'espèce, la sécurité énergétique.

⁽²⁶⁾ - DILLON (Michaël), *Politics of Security. Towards a Political Philosophy of Continental Thought*, Routledge, London, 1996, p.120.

⁽²⁷⁾ - BATTISTELLA (Dario), *Théories des relations internationales* (2^{ème} édit.), Paris, 2006, *Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques*, p.295.

⁽²⁸⁾ - BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for Analysis*, *op.cit.*, p.31.

^(*) NOTE : Ce travail doit beaucoup, notamment « *Les processus de sécurisation et de sécurité* » aux synthèses élaborées par F. Debrouwer, *loc.cit.*

⁽²⁹⁾ - Debrouwer (Florence), *op.cit.*

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

Qu'est-ce qui explique, alors, *théoriquement* la problématique générale des enjeux de sécurité ? Après les apports, F. Debrouwer s'intéresse aux limites de l'Ecole de Copenhague. Cette lecture, par procuration, des "*Apports et limites de l'Ecole de Copenhague*" nous permettra d'envisager, *a posteriori*, les tenants et les aboutissants du processus de sécurisation en posant la question idoine : comment, dès lors, s'enclenche un processus de sécurisation dont les fondamentaux technico-réglementaires ont été insuffisamment appréhendés, c'est-à-dire, *à l'avance* ?

Osons quelques réponses partielles à des questions tangibles : à partir de problèmes de sécurité ? (Weaver). Processus de sécurisation au singulier ou au pluriel ? Les enjeux de sécurité, leur problématisation, naissent-ils logiquement de la matrice dialectique des rapports de force (au sein de formations économiques et sociales, différenciées et antinomiques, les unes des autres).

Leur absence de complémentarité et de solidarité est-elle constitutive de leur Talon d'Achille ? Ou est-ce une analyse moins affinée de *l'identité sociale des acteurs*, qui serait, à l'origine, de l'incompréhension factuelle des problèmes de sécurité, et des enjeux qui tissent la trame des soubassements des questions de sécurité énergétique ?

Enfin, quelles sont les hypothèses à la base même du "*New Framework of Analysis*"⁽³⁰⁾ inhérent à l'Ecole de Copenhague ? Deux types d'approches hypothétiques peuvent être mis en exergue:

- 1) Le choix rationnel des acteurs
- 2) L'approche d'inspiration constructiviste propre à Arfi Badreddine.²

Quant à la première approche, le choix rationnel des acteurs tient à la résultante politique de la « *stratégie rationnelle établie par les élites*¹ » en place, soit dans le but de mettre en difficulté leurs challengers, soit

⁽³⁰⁾ - BUZAN (Barry), *op.cit.*

de la peur collective qui agite les masses populaires face à l'angoisse et au stress de leur devenir.

La deuxième hypothèse s'inscrit dans le cadre théorisé élaboré par les constructivistes *via* l'approche préconisée par Badreddine Arfi⁽³¹⁾, à base d'identité sociale.

Pour Badreddine Arfi, « *L'identité sociale est un ensemble de significations que l'acteur s'attribue à lui-même en tenant compte de la perspective des autres acteurs* ». Les rapports de l'Autre au Même, étant différenciés et constamment reconsidérés, la logique des rapports de force détermine la posture stratégique *des Uns et des Autres*.

De-ci, de-là, c'est l'altérité stratégique qui est constitutive des soubassements de leurs rapports hétérogènes, au regard de la force des intérêts en présence. La doxologie énergétique, quant à elle, n'échappe pas aussi à cette dynamique des ambitions contradictoires. C'est elle, qui définit le relief des contours théorico-pratiques de la sécurité énergétique dans le monde.

Et Florence Debrouwer, dans le sillage de la logique de position de Badreddine Arfi, de conclure que « *l'identité sociale des acteurs fait partie intégrante de leur environnement social, dont leurs intérêts et leurs stratégies.* »⁽³³⁾

Ce qui rend compte, en définitive, de la complexité et de la pluralité des modes d'approche en rapport à des processus labyrinthiques de sécurisation, un foisonnement d'idées sécuritaires, de fragmentation des modèles de sécurité énergétique dans le monde et des stratégies de sécurité sectorielle, aussi variées que multiples, à l'œuvre actuellement. Bref, le concept de sécurité est devenu « *un champ de bataille en soi et pour s*⁽³⁴⁾ »

⁽³¹⁾ - ARFI (Badreddine), *Ethnic Fear: The Social Construction of Insecurity in Security Studies*, vol.8, 1998, p.152.

⁽³³⁾ - Debrouwer (Florence), *op.cit.*

⁽³⁴⁾ - BATTISTELLA (Dario), *Théories des relations internationales*, 5^{ème} édition mise à jour, SciencesPo, p.493, « *La paternité de la formule revient S. SMITH, "The Contested Concept of Security"* »

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

Dans la perception des enjeux de sécurité, à la base même, des processus de sécurisation (à l'œuvre actuellement dans le monde de l'énergie) et des programmes de sectoriels de sécurité, toujours évolutifs - c'est le propre même de *l'idée* de sécurité – « *les structures sociales sont prioritairement constituées par les idées que partagent les agents plutôt que par les rapports matériels existant entre eux.*⁽³⁵⁾ »

Reste la prédominance, *en dernière instance*,⁽³⁶⁾ (Karl Marx) des contraintes objectives en termes de ressources énergétiques propres, de niveau de développement économique et industriel, de niveau d'évolution technique et technologique, dans la détermination des stratégies de sécurité nationale et des enjeux de sécurité qui leur sont inhérents.

A partir d'un prisme de lecture dynamique et interactive, les énoncés de Florence Debrouwer demeurent pertinents dans l'analyse des formations sociales et économiques et dans l'appréhension des fondamentaux de la sécurité énergétique, d'hier et d'aujourd'hui, à savoir que :

« *Les conceptions matérialistes et idéalistes ne sont donc pas appelées à s'exclure mutuellement, mais jouent, tour à tour, un rôle prédominant dans la détermination des structures sociales.*⁽³⁷⁾ »

Ce n'est guère le "*Comment*" des questions de sécurité, mais le "*pourquoi*" des processus de sécurisation, qui demeure prégnant dans les analyses de sécurité énergétique développées par l'Ecole de Copenhague.

Pour B. Buzan, Weaver et de Wilde, ce n'est pas la prégnance d'une menace existentielle qui détermine le profil labyrinthique des processus de sécurisation – c'est-à-dire le *Comment* des questions de sécurité énergétiques !

(35) –BATTISTELLA (Dario), Théories des relations internationales, 2^{ème} édit., 2006, *op.cit.*, p.296.

(36) - Debrouwer, (Florence), *op.cit.*

(37) - Ibid.

Mais inversement, c'est la lecture intersubjective, qui en est faite par les acteurs en présence, à l'effet de renseigner sur le *pourquoi* des menaces, latentes et/ou ouvertes, potentielles et attentatoires à la sécurité des régimes énergétiques des communautés et des Etats, dont l'Algérie est partie prenante, et qui rend compte, dans un certain sens, de la complexité et de la pluralité des modes de sécurisation énergétique.

B – L'extension du concept de sécurité ou la sectorisation des espaces dédiés à la sécurité

Avec l'Ecole de Copenhague, on assiste à l'éclosion de vastes domaines d'études sécuritaires qui vont tendanciellement quitter les anciennes matrices, qui les avaient fécondés, vers d'autres lieux de préoccupation, à la recherche d'un sens plus affiné, plus aiguisé des questions de sécurité contemporaines.

Vers la fin de la guerre froide, et avec le jeu de bascule mis en branle, le 9 novembre 1989, lors de la chute du Mur de Berlin, le concept de sécurité quitte le havre des questions militaires et de défense pour se saisir des nouveaux jalons de la sécurité plantés tout au long des parcours contrastés et difficiles des questions civiles de sécurité. Tant les enjeux y sont nombreux, variés et d'approche conceptuelle ardue.

Il s'agit, donc, d'un dépassement des approches traditionnelles de sécurité, sans les nier et ni les renier, qui, avec la loi d'Airain de l'hyperpuissance américaine, au lendemain de l'implosion de l'empire soviétique, sont restées figées, voire fossilisées, dans le prisme réducteur des cloisonnements idéologiques, militaires et de défense liés aux antagonismes sécrétés par les logiques de guerre froide *Est-Ouest*.

Buzan, Weaver et de Wilde⁽³⁸⁾ vont ouvrir le champ des études de sécurité par l'implémentation, toujours ouverte, de secteurs d'activité sécuritaire avec l'introduction de nouvelles matières étudiant, à l'aune de la critique scientifique, le champ élargi des possibles sécuritaires, loin du cantonnement figé de la pensée militaire classique et de ses oukases catégoriels.

⁽³⁸⁾ BUZAN, Weaver, de Wilde, *op.cit.*, p.27

Il s'agit de secteurs de sécurité qui sont autant de lentilles d'analyse, à travers lesquelles surgissent un aspect particulier des relations internationales et des interactions sous-jacentes reliant l'ensemble des unités constitutives de la notion de complexe de sécurité,⁽³⁹⁾ « *modèle d'anarchie miniature défini comme un groupe d'Etats dont les soucis primordiaux de sécurité sont si étroitement liés que la sécurité d'aucun d'entre eux ne saurait être séparée de celle des autres.* »

Cette sectorisation des formes de sécurité va permettre d'identifier la typologie des interactions (acteurs et valeurs) et le profil interne des menaces inhérentes à chaque secteur ainsi que la mise en condition des probabilités pertinentes du *Faire-Face*.

Pour B. Buzan et l'Ecole de Copenhague, les prédicats auxquels s'adosse le vocable d'énergie n'autorisent pas la constitution d'un domaine unique de sécurité. En revanche, la sécurité énergétique ne peut prétendre à l'exhaustivité qu'en relevant des attributions stratégiques d'un sous-secteur de la sécurité économique, « *au même titre que les questions relatives à l'accès à tout autre type de ressources ainsi qu'aux marchés et finances nécessaires, pour maintenir de façon durable, des niveaux acceptables de bien-être et de pouvoir étatique*⁽⁴⁰⁾ ».

Le commentaire, que fait F. Debrouwer⁽⁴¹⁾, des apports de l'Ecole de Copenhague à l'enrichissement théorique de la notion de sécurité énergétique, est plus qu'éloquent, puisqu'elle précise que :

« *La sécurité énergétique n'est donc pas une fin en soi, mais un instrument mis au service d'objectifs économiques généraux visant eux-mêmes, en réalité, une seule finalité : le maintien du pouvoir étatique, les questions de bien-être se révélant eux-mêmes soumises à cet ultime objectif... Situé en amont de toute activité économique, la sécurité*

(39) BATTISTELLA, (Dario), *op.cit.*, 5^{ème} édit., p.507

(40) F. Debrouwer, *op.cit.*

(41) Battistella, *op.cit.*

énergétique occupe donc une place centrale au sein de la sécurité économique. »⁽⁴²⁾

Plutôt que d'insister sur les cloisonnements sécuritaires entre différentes strates sécuritaires qui balisent les domaines non militaires de la sécurité, c'est inversement, sur l'efficacité énergétique qu'il y a lieu de positionner le curseur de la sécurité énergétique.

En effet, l'interface sécurité énergétique/sécurité économique réside tout naturellement dans l'impérieux besoin d'efficacité énergétique, qui leur sert de vecteur énergétique en les propulsant vers l'efficacité économique qui finit par les unifier.

L'efficacité énergétique joue aussi le rôle crucial de l'interface des interactions dialectiques entre les différentes strates sécuritaires défrichées par l'Ecole de Copenhague :

- La sécurité humaine⁽⁴³⁾ ;
- La sécurité énergétique ;
- La sécurité environnementale (en tant que relais matriciel de sauvegarde de la biodiversité (biosphère locale et planétaire comme instance de dernier ressort de toute vie humaine) ;
- La sécurité économique et son pendant irréductible, la sécurité énergétique ;
- La sécurité alimentaire ;
- La sécurité sanitaire ;
- La sécurité politique sociale, (ou sécurité sociétale) travers le jeu découplé et harmonieux des institutions, dont *l'alpha* et *l'oméga* vit et demeure dans la règle de droit démocratiquement élaborée, et surtout respectée.

Et il n'y a guère de place, ici, à une remise en cause des acquis de l'Ecole de Copenhague, en termes de sécurité énergétique ; et F.

⁽⁴²⁾ - F. Debrouwer, *op.cit.*

⁽⁴³⁾ **Rapport du SG (2005)** – Sommet du 60^{ème} anniversaire de l'ONU – « *Les liens entre sécurité, développement et droits de l'homme sont au cœur de la sécurité humaine qui doit être promue par l'ONU.*

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

Debrouwer⁽⁴⁴⁾, de poursuivre dans le sillage des auteurs du concept de sécurité élargie, en affinant leur pensée, que :

« La sécurité énergétique présente bien un type d'interactions spécifiques entre des acteurs qui lui sont propres sur des bases de valeurs originales, si les enjeux de sécurité et les menaces qui pèsent dessus leur sont particuliers. Alors la sécurité énergétique représente un secteur de sécurité à part entière. »

Et parmi tous les acteurs de la sécurisation dans le domaine de l'énergie, l'Etat reste l'acteur incontournable, par excellence. Rien ne se fait sans lui et encore moins contre lui. Et les populations ainsi que leur survie collective constituent l'objet de référence ultime de la sécurité énergétique.

En définitive, l'Etat demeure le point nodal de toute sécurisation énergétique, avec qui il doit survivre, *‘sans occulter le fait incontestable que les processus de sécurisation comme les acteurs activant dans les domaines de l'énergie sont légion, et pour certains d'entre eux, indispensables, à l'exemple des multinationales.*⁽⁴⁵⁾ »

Car ces acteurs, essentiellement perçus comme vecteurs énergétiques, aussi nombreux que variés, s'impliquent toujours dans le *lobbying*⁽⁴⁶⁾ : *« Le lobbying, notamment aux Etats-Unis, n'est ni une activité mafieuse ni une activité secrète. Les activités du lobbying israélien ne sont pas une conspiration telle qu'exposée dans les Protocoles des Sages de Sion, reprise par les groupes islamistes et d'autres. Le lobbying constitue une activité essentielle de la démocratie américaine, une ploutocratie reposant sur une corruption institutionnalisée... Le lobbying est devenu aujourd'hui une véritable industrie soutenue par plus de 50 000 lobbyistes à Washington et un budget estimé à 10 milliards de dollars... L'idée de base de ce consensus, c'est qu'Israël est un instrument privilégié de politique étrangère au Moyen-Orient. Cet Etat permet aux USA d'acquérir du pétrole à bon marché*

⁽⁴⁴⁾ Debrouwer, (F.), *loc. cit.*

⁽⁴⁵⁾ Buzan, Weaver, de Wilde, *op.cit.*, p.74.

⁽⁴⁶⁾ TLEMCANI (Rachid), *« Le Système sioniste (1^{ère} partie) – Relation triangulaire, USA – LOBBIES – ISRAËL »*, in *EL WATAN*, mardi 5 juin 2018, n°8423, p.16.

indispensable à la prospérité du complexe militaro-industriel et à la croissance économique de ce pays. L'Etat hébreu n'a, par conséquent, aucune autonomie dans ses actions.»

Ces larges capacités de puissance et de nuisance des lobbies pro-israéliens, dans la prise de décision politique, essentiellement *en interne*, avec la duplicité des grandes *Majors* américaines, à l'image de la compagnie pétrolière – **HALLIBURTON** - longtemps managée par l'ancien vice-président Dick Cheney, - et qui fut un des faucons de l'administration George W. Bush - ont détruit l'Irak et mis, pour longtemps, sous coupe réglée, l'Orient arabe.

Ces capacités hégémoniques du lobbying pro-israélien reconfigurent ainsi, à souhait et au mieux de leurs intérêts, et notamment pour le grand bénéfice des Etats-Unis, les contours escarpés des processus de sécurisation à l'œuvre actuellement dans le monde de l'énergie.

En tant que champ potentiellement unifié de références variées et multiples, le secteur de l'énergie, et son indispensable sécurisation, doivent être envisagés, et le demeurer, sous l'angle d'une sécurité dynamique des enjeux touchant à l'approvisionnement et à la protection de l'environnement.

L'échange commercial des produits énergétiques entre exportateurs et producteurs relève de la sphère marchande des transactions. Elle est sans nul conteste de nature économique et ne relève donc pas des enjeux de sécurité, encore moins, des problèmes de sécurité.

Références bibliographiques

Ouvrages généraux

- ARFI (Badreddine), *Ethnic Fear : The Social Construction of Insecurity in Security Studies*, vol.8, 1998.
- BATTISTELLA (Dario), *Théories des relations internationales*, 2^{ème} édit., Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 2006.
- BATTISTELLA (Dario), *Théories des relations internationales*, 5^{ème} édit. mise à jour, SciencesPo - Les Presses, Paris, 2015.

Allaoua OUICHENE: Les contours Géopolitiques des questions de Sécurité énergétique et les reconfigurations géostratégiques

- BUZAN (Barry), *People, States and Fear : National Security Problems in International Security*, Londres, 1983.
- BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *A new Framework for Analysis*, Rienner, Londres, 1998.
- DILLON (Michaël), *Politics of Security. Towards a Political Philosophy of Continental Thought*, Londres, Routledge, 1996.
- FOUCAULT (Michel), *Les mots et les choses*, éditions TEL Gallimard, Paris, 1966.

Articles, monographies et revues de presse

Articles de presse

- BELKACEM (Meziane), « L'Algérie a-t-elle une politique énergétique ? », in *EL WATAN*, dimanche 27 mai 2018, n°8415.
- ESSAÏD (Salhi), « Réflexions scientifiques et stratégiques sur l'énergie solaire », in *EL WATAN*, n°7359, dimanche 2014.
- M.A.O., « Facture énergétique exorbitante des collectivités locales – Le gouvernement en quête d'une solution durable » – in *EL WATAN*, dimanche 3 juin 2018, n°8421.
- TLEMCANI (Rachid), « Le système sioni (1^{ère} partie), Relation triangulaire USA - LOBBIES – ISRAËL » in *EL WATAN*, mardi 5 juin 2018, n°8423.

Monographies

- DEBROUWER (Florence), « La notion de sécurité énergétique. Apports et limites de l'Ecole de Copenhague, » Université catholique du Louvain,
- DELCOURT (Barbara), in *Théories de la sécurité, Notes provisoires, POLI401 – Obligatoire en 2^{ème} cycle en sciences politiques, orientation relations internationales, année académique 2006 – 2007.*

- LIVRE VERT sur *L'efficacité énergétique ou 'Consommer mieux avec moins'*, Bruxelles, Commission européenne, le 22 juin 2005, (com2005 – 265 final du 22 juin 2005).
- **RAPPORT DU SG** (2005) – Sommet du 60^{ème} anniversaire de l'ONU.
- LES ACTES DU COLLOQUE – *Monde arabe et Occident : Choc des civilisations ou stratégies d'hégémonie ?* – 2 novembre 2008, Hôtel Hilton, Pins Maritimes – 13^{ème} Salon International du Livre d'Alger, (SILA), éditions ANEP.

Revues – Périodiques - Hebdomadaires

- ENERGIES, n°12, Automne 2007, *Revue du Groupe pétrolier français*, **TOTAL**.
- CEYHAN (Ayse), « Analyser la sécurité, » Dillon, Weaver, Williams et les autres dans *Cultures et Conflits*, Sociologie politique de l'International, n°31, *repris par* F. Debrouwer, *loc.cit.*
- NAÏR (Sami), « Crise mondiale autour de l'Irak, LE MONDE SELON WASHINGTON » in *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, Avril, 2003, n°9977.
- TOUREL (Philippe), « La nouvelle bataille des hydrocarbures » in *AFRIQUE-ASIE*, Juillet-Août 2013, Numéro double.